

Fédération anarchiste uruguayenne

Huerta grande

[le grand verger]

matériel de diffusion interne sur des sujets théoriques, 1972

<http://federacionanarquista Uruguay.com.uy/2011/04/27/huerta-grande-material-de-difusion-interna-sobre-tematica-teorica-de-1972/>

La Fédération anarchiste uruguayenne a été fondée en 1956. Dissoute en 1967 par le gouvernement de Pacheco Areco, elle entra dans la clandestinité.

Sous la dictature, une cinquantaine de militants de la FAU disparurent, furent victimes de torture et d'assassinats perpétrés par les services de sécurité uruguayens et argentins. D'autres furent condamnés à de lourdes peines de prisons.

Ainsi s'exprimait Juan Carlos Mechoso, lors de la célébration des 55 ans de la fondation de la FAU :

« ...dès lors et jusqu'en 1971 la FAU a mené ses activités de manière clandestine. Pendant cette période, plusieurs de ses locaux tombèrent et plusieurs de ses militants durent agir en pleine clandestinité. A certains moments, plus de la moitié de son Comité fédéral était en prison.

« La FAU, qui avait déjà réussi à développer des formes d'organisation et d'activité clandestines et semi-clandestines, réussit à maintenir son fonctionnement dans les différents syndicats où nos membres étaient actifs, dans les instances

dirigeantes de la CNT, dans le mouvement étudiant, dans les tâches politiques, dans les activités d'action directe armée, dans la lutte idéologique contre le réformisme et le collaborationnisme ouvrier. Il s'agit principalement du Parti communiste ¹. »

Avec la transition démocratique à partir de 1985, la FAU se réorganisa au début de 1986. Elle est active aujourd'hui dans les écoles, chez les parents d'élèves, dans les associations de quartiers, dans les syndicats, et dans l'édition. Elle est en charge de six radios communautaires et de trois bibliothèques. Par ailleurs, elle a aidé d'autres militants à créer des organisations similaires au Brésil (la Federação Anarquista Gaúcha [FAG], la Federação Anarquista Cabocla [FACA] et plus récemment la Federação Anarquista do Rio de Janeiro [FARJ]).

« Huerta Grande » est un texte fondateur de l'« especificismo » latino-américain. Il fut écrit en 1972 comme document de discussion interne de la Federación Anarquista Uruguaya, juste avant qu'un coup d'État installe les militaires au pouvoir en juin 1973. La Federación Anarquista Uruguaya (FAU) avait été fondée en 1956 par des militants partisans de l'organisation spécifique – un concept qui semblait nouveau en Amérique latine. La FAU passe d'ailleurs pour être la première organisation à promouvoir dans la région l'idée que les anarchistes devaient s'organiser dans une... organisation anarchiste. Cette antériorité donne à la FAU un prestige manifeste auprès des autres organisations de la région.

Si l'idée d'organisation dite « spécifique » n'a rien de nouveau en France ou en Europe, l'histoire du mouvement ouvrier d'Uruguay, mais aussi celle de toute l'Amérique latine, et en particulier du

¹ Cf. Juan Carlos Mechoso « Una historia de FAU para pisar el presente », <http://federacionanarquista Uruguay.com.uy/2011/12/20/3-%E2%80%93-una-historia-de-fau-para-pisar-el-presente-juan-carlos-mechoso/>

Juan Carlos Mechoso est un militant historique de la FAU, syndicaliste, membre de l'OPR-33, le bras armé de la FAU.

Brésil, explique cette insistance sur la nécessité d'une telle organisation.

Les anarchistes en Uruguay considéraient l'organisation syndicale comme la structure naturelle dans laquelle les travailleurs devaient s'organiser, en quoi ils étaient absolument sur les mêmes positions que les syndicalistes révolutionnaires français pour qui « le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale » (CGT, Charte d'Amiens, 1906.)

En Uruguay, le mouvement anarchiste disposait d'une réelle hégémonie dans la classe ouvrière jusqu'à la révolution russe. Le principe énoncé dans la charte d'Amiens, votée au congrès de la CGT française en 1906, et partagé par les anarchistes uruguayens, ne pouvait plus s'appliquer lorsque d'autres courants politiques porteurs d'autres modèles syndicaux surgirent. C'est ce qui arriva après la révolution russe, avec la création de partis communistes et la mise en place par l'Internationale communiste d'une politique de pénétration systématique dans les organisations ouvrières.

Lors du 2^e congrès de l'Internationale communiste (juillet 1919) furent décidées 21 conditions pour que les partis socialistes adhèrent à l'Internationale. La 9^e de ces conditions dit ceci :

« Tout Parti désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doit poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres organisations des masses ouvrières. Des noyaux communistes doivent être formés, dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats professionnels au communisme. Leur devoir sera de révéler à tout instant la trahison des social-patriotes et les hésitations du "centre". Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du Parti. »

Cela signifiait que dans toute structure dans laquelle des travailleurs étaient organisés, et en particulier les syndicats, il devait y avoir des « noyaux communistes », c'est-à-dire des fractions organisées et disciplinées chargées de prendre le contrôle de ces

structures. L'expérience montre que dans tout groupe humain, il suffit qu'un petit nombre soit bien organisé pour réussir à en prendre le contrôle.

Ces pratiques étaient, dans le mouvement ouvrier, totalement inédites, aussi bien en France qu'en Uruguay. Pour la CGT française comme pour la FORU, cette pénétration fut facilitée par l'absence, à l'intérieur de l'organisation syndicale, d'une organisation propre aux libertaires, capable d'organiser de manière sérieuse la résistance à la pénétration communiste. Après la Première guerre mondiale, l'influence, déjà largement déclinante, du syndicalisme révolutionnaire dans la CGT, fut définitivement brisée par l'incapacité des militants anarchistes à faire face aux fractions communistes qui prenaient progressivement le contrôle de toutes les instances de l'organisation syndicale, en application de la 9^e condition d'adhésion des partis socialistes à l'Internationale communiste. De vieux camarades qui avaient connu cette période nous racontèrent qu'ils ne prenaient tout simplement pas les communistes au sérieux !

C'est ainsi qu'un dirigeant du parti communiste français put déclarer, dans les années 30, que les communistes avaient pénétré dans la CGT « comme une pointe d'acier dans une motte de beurre ».

En France, le mouvement syndicaliste révolutionnaire se divisa en deux :

- Un courant, avec Pierre Monatte, préconisait l'alliance avec les communistes et l'adhésion de la CGTU (une scission de la CGT) à l'Internationale syndicale rouge, ce qui équivalait à l'intégration de l'organisation syndicale à la politique de l'Internationale communiste.

- L'autre courant, avec Pierre Besnard, tenta de réagir, mais il se heurta à la fois aux communistes dans la CGTU et à ceux des syndicalistes révolutionnaires, comme Pierre Monatte, qui voulaient s'allier aux communistes et adhérer à l'Internationale syndicale rouge, le pendant syndical de l'Internationale communiste.

Alors même que les syndicalistes révolutionnaires étaient *majoritaires* dans la CGTU, cette division leur fit perdre le contrôle de l'organisation syndicale.

On voit que le même phénomène se produisit dans la FORU : c'est ce qu'exprime le rédacteur de « Origines du mouvement ouvrier en Uruguay » :

« En 1917 se produit la Révolution Russe qui fut vue avec sympathie et enthousiasme par les anarchistes foristes. Mais le dénouement de celle-ci, avec la contre-révolution bolchevique, causa une crise interne aiguë qui détermina la destruction de l'unité qu'incarnait la FORU.

« D'un côté allait rester ceux qui continuaient à soutenir une position libertaire conséquente, sans concession à l'Etat et encore moins à la dictature, et qui voyaient dans le mouvement makhnoviste d'Ukraine (mouvement de paysans et d'ouvriers anarchistes qui durent affronter aussi bien l'armée blanche pro-tzariste que l'armée rouge bolchevique) l'incarnation de sa ligne politique ; et d'un autre côté restaient ceux qui affirmaient que l'expérience russe exigeait une révision des vieilles théories. Ces derniers, pour essayer de concilier leur supposé "anarcho-syndicalisme" avec la conception bolchevique de la dictature du prolétariat, inventèrent la théorie de "la dictature exercée par les syndicats" ². »

L'absence, dans la CGT française, d'organisation structurée des ouvriers libertaires capable mettre en place une résistance à la pénétration des communistes, aggravée par les divisions au sein du courant syndical libertaire (phénomène qu'on trouve aussi dans la FORU), provoquèrent le déclin du mouvement libertaire dans la classe ouvrière.

² Ce texte a été écrit par une personne du Groupe d'Études et d'Action Libertaire (GEAL), groupe qui le diffuse sous forme de brochure. Le GEAL publie la petite revue « Opcion Libertaria » et participe très activement à l'animation du centre d'archives et de la bibliothèque libertaire « Luce Fabbrì » à Montevideo. Pour tout contact : E-mail : opcionlibertaria@yahoo.com.

Comme en France, comme au Brésil, comme partout, la politique de l'Internationale communiste provoqua en Uruguay la scission dans le mouvement ouvrier. La CNT espagnole fut la seule à avoir résisté aux chants de sirène du bolchevisme, en refusant d'adhérer à l'Internationale syndicale rouge, grâce aux rapports défavorables que firent Angel Pestaña et Gaston Leval après leur séjour en Russie ³. Le succès de la résistance des camarades espagnols au communisme est intéressant à souligner car il n'est pas le fait d'une organisation anarchiste dite « spécifique » qui aurait organisé la « résistance » au bolchevisme : en effet, il n'y avait pas d'organisation spécifique à ce moment-là, puisque la FAI n'a été créée qu'en 1927. Cette résistance, dont les libertaires français, mais pas seulement, n'ont pas su faire preuve est due selon moi à la cohésion interne à la CNT espagnole et à la formation des militants. La naïveté tragique d'hommes comme Monatte, pourtant formés par le mouvement anarchiste ⁴, eut des conséquences catastrophiques ⁵.

Il convient donc de ne pas attribuer aux « autres » les causes de nos échecs. L'effondrement du courant libertaire dans le mouvement syndical français est dans une très large mesure le résultat des erreurs mêmes de notre mouvement.

Sur ce point précis, les camarades uruguayens ont vécu une situation très proche de la nôtre dans les années 20 et 30 – malgré une histoire évidemment très différente. L'une des principales différences entre leur histoire et la nôtre réside sans doute dans le fait que l'exis-

³ L'USI italienne, dont le représentant Armando Borghi, se rendit au même moment en Russie, aurait également refusé l'adhésion mais l'activité de l'organisation fut accaparée par les conséquences de la prise de pouvoir par Mussolini. Voir Armando Borghi, *Mezzo secolo di anarchia*, edizioni scientifiche italiane, 1954.

⁴ Rappelons que Pierre Monatte avait participé au congrès international anarchiste d'Amsterdam en 1907.

⁵ Un bureau de l'ISR est créé à Mexico à la fin de l'année 1921, animé par des délégués de Moscou, un militant de la CGT, un des IWW et un de l'aile gauche de la Confédération régionale ouvrière mexicaine. Après la constitution de l'Union Syndicale Uruguayenne, en 1923, les effectifs de la FORU tombent. Si dans un premier temps la direction de l'USU n'est pas favorable à l'ISR, 21 syndicats, c'est-à-dire une faible majorité, se prononceront en faveur de l'adhésion, et la tendance se développera.

tence d'organisations spécifiquement anarchistes était en France un fait acquis – quel qu'ait pu être par ailleurs le bilan de ces organisations.

En insistant sur la nécessité de l'organisation spécifique, je pense que les camarades uruguayens ont tenté de trouver une solution à leurs problèmes afin d'éviter de réitérer les erreurs du passé. Dans un contexte où le mouvement libertaire a perdu l'influence qu'il avait autrefois dans les mouvements de masse et où il lui faut regagner le terrain perdu, il n'est pas possible de reproduire les schémas du passé : l'existence d'une organisation qui développe une politique spécifiquement libertaire reste incontournable

René Berthier
Cercle d'études libertaires Gaston-Leval

“Huerta grande”

« Huerta Grande », écrit en 1972, est un document interne de la Fédération anarchiste uruguayenne ; il passe pour être un texte fondateur du « especificismo » sud-américain, c’est-à-dire de l’organisation anarchiste spécifique – bien que le mot ne figure pas une seule fois dans le texte. La FAU fut la première organisation à promouvoir en Amérique latine le concept du « especificismo ». Plus qu’un document définissant des principes organisationnels, « Huerta Grande » semble insister sur la nécessité des conditions intellectuelles et méthodologiques permettant d’entamer une réflexion sur l’action. On y sent l’influence d’une théorie de la connaissance vaguement inspirée du marxisme. — R.B.



Pour comprendre ce qui se passe (la conjoncture) il faut pouvoir penser correctement. Penser correctement signifie ordonner et traiter correctement les faits qui se produisent en masse, sur la

réalité.

Penser correctement est indispensable pour analyser correctement ce qui se passe dans un pays à un moment

donné de l'histoire de ce pays ou de tout autre. Cela nécessite des outils. Ces outils sont des concepts. Penser de manière cohérente exige un ensemble cohérent de concepts reliés entre eux. Cela exige un système de concepts, une théorie.

Sans théorie, on court le risque de ne penser chaque problème que de manière particulière, isolément, à partir de points de vues qui peuvent être différents dans chaque cas. Ou de manière subjective, formelle.

Le parti a été en mesure d'éviter de graves erreurs, parce qu'il a pensé à partir de concepts qui ont un degré élevé de cohérence. Il a également commis de graves erreurs dues à un développement insuffisant de sa pensée théorique en tant qu'organisation.

Pour proposer un programme, il faut connaître la réalité économique, politique, idéologique de notre pays. De même pour formuler une ligne politique suffisamment claire et concrète.

Si on sait peu de chose, et mal, on n'aura qu'une ligne très générale, très difficile à concrétiser en chaque lieu où le parti travaille. S'il n'y a pas de ligne claire et concrète, il n'y a pas de pratique politique efficace. La volonté politique du parti court par conséquent le risque de se diluer. Le « volontarisme » se réduit à faire les choses avec bonne volonté. Mais on devient incapable d'agir de manière prédéterminée sur les événements qui surviennent, fondés sur des prévisions approximatives. Nous sommes déterminés par les événements et on agit sur eux spontanément.

Sans ligne pour le travail théorique, une organisation, quelle que soit sa taille, est ballotée par les circonstances qu'elle ne maîtrise pas et ne comprend pas. La ligne politique présuppose un programme, c'est-à-dire les objectifs à atteindre à chaque étape. Le programme montre quelles forces sont favorables, lesquelles sont ennemies, et quels alliés ne le sont que transitoirement. Mais pour savoir cela il faut connaître profondément la réalité du pays. C'est pourquoi

acquérir cette connaissance est la tâche prioritaire. Et pour connaître, il faut la théorie.

Le parti a besoin d'un cadre clair pour pouvoir penser de manière cohérente au pays et à la région et aux luttes du mouvement ouvrier international à travers l'histoire. Nous avons besoin d'un tableau efficace pour trier et hiérarchiser la masse croissante de données concernant notre vie économique, politique et idéologique. Nous avons besoin d'une méthode pour traiter ces données. Pour voir quelles sont les plus importantes, et celles qui le sont moins. Afin de bien gérer nos forces disponibles sur ce front de travail. Un cadre conceptuel qui permet de relier une chose avec les autres selon un ordre systématique, cohérent et qui nous aide pour ce que nous avons à faire en tant que militants du parti.

Qui nous fournisse des exemples de la façon de travailler avec des cadres conceptuels différents opérant dans d'autres réalités.

Mais le travail de connaître notre pays, c'est nous qui le faisons parce que personne ne le fera pour nous.

Nous n'allons pas inventer des schémas théoriques à partir de zéro. Nous ne créerons pas une nouvelle théorie dans le détail. Il en est ainsi à cause du retard général de l'environnement et de ses institutions particulières et de notre disponibilité limitée à entreprendre cette tâche.

C'est pourquoi nous devons prendre la théorie telle qu'elle s'est développée, l'analysant de façon critique. Nous ne pouvons pas accepter toute la théorie à l'aveuglette, sans discernement, comme un dogme.

Nous voulons réaliser une transformation totale de notre pays et, pour penser, nous n'allons pas adopter la théorie que la bourgeoisie a créée. Avec des conceptions bourgeoises nous allons penser ce que les bourgeois veulent que nous pensions.

Nous voulons étudier et penser l'Uruguay et la région en tant que révolutionnaires. C'est pourquoi chez les éléments qui constituent les différentes tendances du courant socialiste,

nous allons prendre chez eux ce qu'il y a de meilleur pour nous : pour penser et analyser de manière révolutionnaire le pays, la région et d'autres régions et expériences.

Nous n'allons pas adopter une théorie parce que c'est la mode. Pour vivre en répétant des « citations » que d'autres ont prononcées ailleurs, dans un autre temps, se référant à d'autres situations et à d'autres problèmes. La théorie ne sert pas à cela. Seuls les charlatans l'utilisent comme ça.

La théorie est un instrument, un outil qui sert à faire un travail. Elle sert à produire les connaissances que nous avons besoin de produire. La première chose qui nous intéresse est de connaître notre pays. Si cela ne nous sert pas à produire de nouvelles connaissances utiles à la pratique politique, la théorie ne sert à rien, elle se convertit en simple thème de discours hors de propos, en polémique idéologisante stérile.

Celui qui achète un grand tour moderne et qui, au lieu de travailler dessus passe son temps à en parler, fait un mauvais travail, c'est un charlatan. De même pour celui qui pourrait avoir un tour et l'utiliser, mais préfère travailler manuellement, parce que c'est comme ça qu'on faisait dans le temps...

Quelques différences entre théorie et idéologie

Il est intéressant de souligner certaines différences entre ce que l'on appelle habituellement la théorie et l'idéologie. La théorie s'applique à l'élaboration d'outils conceptuels pour penser rigoureusement et connaître profondément la réalité concrète. En ce sens on peut parler de la théorie comme équivalente à la science.

L'idéologie, en revanche, se compose d'éléments de nature non scientifique, qui contribuent à stimuler l'action fondée sur des circonstances qui (même si elles ont quelque chose à voir avec les conditions objectives) n'en dérivent pas au sens strict du terme. L'idéologie est conditionnée par les conditions objectives, mais elle n'est pas mécaniquement déterminée par elles.

L'analyse profonde et rigoureuse d'une situation concrète, en termes réels, rigoureux, objectifs sera une analyse

théorique de caractère aussi scientifique que possible. L'expression de motivations, la proposition d'objectifs, d'aspirations, de buts idéaux, cela appartient au domaine de l'idéologie.

La théorie précise, elle met en perspective les conditions de l'action politique, l'idéologie la motive, l'impulse, en la configurant dans ses objectifs "idéaux", son style.

Entre la théorie et l'idéologie il y a un lien étroit, puisque les propositions de la seconde se fondent et appuient les conclusions de l'analyse théorique. Une idéologie serait d'autant plus efficace comme moteur de l'action politique qu'elle serait fondée plus fermement sur les acquis de la théorie.

Le champ d'application de la théorie

Le travail théorique est toujours un travail qui s'appuie et est fondée sur les processus réels, comme c'est le cas dans la réalité historique, dans ce qui se passe. Cependant, comme travail, il se situe entièrement dans le domaine de la pensée: il n'y a pas de concepts qui soient plus réels que d'autres concepts.

A ce sujet, il faut souligner deux propositions de base :

1) La distinction entre la réalité existante, concrète, entre les processus réels, historiques, et d'autre part les processus de la pensée visant à la connaissance et à la compréhension de cette réalité. Il est nécessaire, pour dire les choses autrement, d'affirmer la différence entre l'être et la pensée, entre la réalité telle qu'elle est et la connaissance qu'il est possible d'en avoir.

2) Le primat de l'être sur la pensée, de la réalité sur la connaissance. En d'autres termes, ce qui se passe dans la réalité importe plus, pèse plus comme détermination du cours des événements que ce qu'on peut penser ou connaître de ces faits

A partir de ces affirmations de base il convient de faire quelques remarques afin de clarifier la portée du travail

théorique, c'est-à-dire l'effort de connaissance guidée par des fins de connaissance rigoureuse, scientifique.

Le travail théorique se fait toujours à partir d'une matière première donnée. Il ne part pas du réel concret, de la réalité proprement dite, mais d'informations, de données et de notions concernant cette réalité. Cette matière première est traitée, dans le processus de travail théorique, par certains outils conceptuels, par certains instruments de la pensée. Le produit de ce traitement est la connaissance.

En d'autres termes, il n'existe que des objets réels, concrets et uniques (des situations historiques déterminées, dans des sociétés déterminées, à des moments déterminés). Le processus de la pensée théorique a pour objet de les connaître.

Parfois travail de connaissance s'applique à des objets abstraits qui n'existent pas en réalité, qui n'existent que dans la pensée, mais qui sont des outils indispensables, des conditions pré-requises pour pouvoir connaître les objets réels (par exemple le concept de classe sociale, etc.). Dans le processus de production de la connaissance, on transforme ainsi la matière première (perception superficielle de la réalité) en un produit (connaissance rigoureuse, scientifique de celle-ci).

Le terme "connaissances scientifique" devrait être précisé dans sa relation avec la réalité sociale. Appliqué à cette réalité, il se réfère à sa compréhension en termes rigoureux, le plus près possible de la réalité telle qu'elle est.

Il faut dire que le processus de connaissance de la réalité sociale, comme de toute réalité objet d'étude, est susceptible d'un approfondissement théorique infini. Ainsi, de même que la physique, la chimie et d'autres sciences peuvent approfondir à l'infini la connaissance des réalités qui constituent leurs objets d'étude, la science sociale peut approfondir indéfiniment la connaissance de la réalité sociale. Par conséquent, il est inapproprié d'attendre une connaissance «achevée» de la réalité sociale pour commencer à travailler sur elle afin de

tenter de la transformer. Il n'est pas moins inapproprié de chercher à le transformer, sans le connaître à fond.

La connaissance rigoureuse, scientifique, de la réalité locale, de notre formation sociale ne peut se réaliser qu'en travaillant sur des informations, des données statistiques, etc. au moyen d'instruments conceptuels très abstraits qui réalisent et constituent la théorie. Grâce à la pratique théorique on cherche à produire ces instruments conceptuels, chaque fois plus précis et plus concrets, qui conduisent à la connaissance de la réalité spécifique de notre environnement.

Ce n'est qu'à partir d'une compréhension théorique appropriée, c'est-à-dire profonde, scientifique, qu'on peut saisir les éléments idéologiques (aspirations, valeurs, idéaux, etc.) qui constituent les moyens appropriés pour la transformation de ladite réalité sociale avec des principes cohérents et efficacité dans la pratique politique .

La pratique politique et la connaissance de la réalité

Une pratique politique efficace nécessite, par conséquent, la connaissance de la réalité (la théorie) l'application des valeurs en harmonie avec ses objectifs de transformation (l'idéologie) et des moyens politiques concrets pour l'atteindre (la pratique politique). Les trois éléments sont réunis dans une unité dialectique qui constitue un effort pour la transformation sociale que le parti réclame.

On se demande: Doit-on attendre un développement théorique achevé pour commencer à agir? Non, le développement théorique n'est pas un problème académique, il ne part pas de zéro. Il se fonde, se motive et se développe à partir de l'existence de valeurs idéologiques, d'une pratique politique. Plus ou moins exacts, plus ou moins erronés, ces éléments existent historiquement avant la théorie et motivent son développement.

La lutte des classes existait bien avant sa conceptualisation théorique. La lutte des exploités n'attend pas le développement du travail théorique qui justifierait son

déclenchement. Son être, son existence furent antérieures à sa connaissance, à l'analyse théorique de son existence.

Par conséquent, à partir de ce constat élémentaire, il devient fondamental et prioritaire d'agir, d'avoir une pratique politique. C'est seulement ainsi, à travers son existence concrète, dans les conditions avérées de son développement, qu'on peut élaborer une pensée théorique utile, qui ne soit pas une accumulation gratuite de postulats abstraits avec plus ou moins de cohérence et de logique interne, mais sans cohérence avec le développement des processus réels. Pour théoriser avec efficacité, il est nécessaire d'agir.

Peut-on se passer de la théorie au nom de l'urgence pratique ? Non, il peut exister, nous l'avons dit, une pratique politique fondée seulement sur des critères idéologiques, c'est-à-dire qui ne soit pas fondée, ou insuffisamment fondée sur des analyses théoriques appropriées. Ceci est habituel dans notre environnement.

Personne ne pourra soutenir qu'il y a, dans notre réalité ou dans la réalité de notre région d'Amérique, une analyse théorique appropriée, une compréhension conceptuelle suffisante, loin de là. C'est aussi vrai du reste de notre réalité. La théorie se trouve seulement à un stade initial de développement. Cependant, pendant de nombreuses décennies il y a eu combat, lutte. Ce constat ne doit pas conduire à négliger l'importance fondamentale du travail théorique...

A la question posée précédemment, il faut donc répondre. Ce qui a la priorité, c'est la pratique, mais à quel point cette pratique sera efficace dépendra de la connaissance la plus rigoureuse de la réalité.

Dans une réalité comme la nôtre, la formation sociale de notre pays, le développement théorique doit partir, comme ailleurs, d'un ensemble de concepts théoriques efficaces, fonctionnant sur une masse la plus large possible de données qui constituent la matière première de la pratique théorique.

Les données seules, examinées isolément, sans un traitement conceptuel adéquat, n'éclairent pas la réalité. Elles ne font que décorer et dissimuler les idéologies au service desquelles ces données sont mises en œuvre.

Les concepts abstraits en eux-mêmes, s'ils ne sont pas associés à une base d'information adéquate, ne fournissent aucune connaissance des réalités. Le travail qui se développe dans notre pays dans le domaine théorique oscille habituellement entre les deux extrêmes erronés.

*Traduction: René Berthier,
juin 2012*